



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

CR
3949
.H23
1858

A 808,199



873/8

LES PRINCIPES DE 1789
ET
LES TITRES DE NOBLESSE

PAR M. ERNEST HAMEL
AVOCAT A LA COUR IMPERIALE DE PARIS.

« La Constitution reconnaît, confirme
et garantit les grands principes proclamés
en 1789, et qui sont la base du droit
public des Français »
(CONSTITUTION de 1852, titre 1^{er})

SECONDE ÉDITION.
Prix : 50 centimes.

PARIS
EDOYEN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÈANS, N.
1858



873/5

LES PRINCIPES DE 1789

ET

DES TITRES DE NOBLESSE

PAR M. ERNEST NAMEL

AVOCAT A LA COUR IMPÉRIALE DE PARIS.

« La Constitution reconnaît, confirme
et garantit les grands principes proclamés
en 1789, et qui sont la base du droit
public des Français »

(CONSTITUTION de 1852, titre 1^{er}.)

SECONDE ÉDITION.

Prix : 50 centimes.

PARIS

LEDOYEN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 31.

1858



LES PRINCIPES DE 1789

ET

LES TITRES DE NOBLESSE



PARIS

L'IMPRIMERIE DE L. TINTERLIN ET C°
rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3.





LES PRINCIPES DE 1789

ET

LES TITRES DE NOBLESSE

PAR M. ERNEST HAMÉL

AVOCAT À LA COUR IMPÉRIALE DE PARIS.

« La Constitution reconnaît, confirme
et garantit les grands principes proclamés
en 1789, et qui sont la base du droit
public des Français. »

(CONSTITUTION de 1852, titre I^{er}.)

SECONDE ÉDITION.

PARIS
LEDOYEN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 31.

1858

CR

3949

H23

1858

6951417 170

PRÉAMBULE.

Le projet de loi concernant les titres de noblesse, récemment présenté, par le gouvernement, à la discussion du Corps Législatif, préoccupe, à bon droit, l'attention publique.

On est tellement accoutumé, en France, à l'égalité civile, on est si fier de cette glorieuse conquête de nos pères, les roturiers, que tout ce qui paraît de nature à y porter atteinte effarouche naturellement les esprits. S'il ne s'agissait que de réprimer quelques peccadilles de vanité, nous applaudirions de grand cœur et nous souhaiterions que la loi fût adoptée à l'unanimité, encore que ses dispositions pénales nous semblent d'une excessive sévérité pour de bien petits méfaits; mais, sous ce court et innocent article, nous voyons tout autre chose,

et, par excès de méfiance peut-être, nous ne pouvons nous empêcher de nous écrier aussi : « *Caveant Consules.* »

Des écrivains, justement aimés, ont soulevé contre le projet d'excellentes objections. Je viens, à mon tour, le combattre à un point de vue auquel, je pense, il n'a pas encore été discuté, et déposer, aux pieds des représentants du peuple français, le tribut de mes humbles observations.

Il m'a paru que MM. les rapporteurs du Conseil d'État ne s'étaient point assez préoccupés, dans leur exposé des motifs, de la constitution à laquelle le gouvernement doit, à l'intérieur, une tranquillité sans exemple, et, au dehors, une gloire éclatante; autrement, ils se seraient aperçus que leur projet est en opposition directe avec cette même constitution.

Je l'ai, quant à moi, minutieusement étudiée; j'ai cherché si, dans son premier article, il y avait jour au rétablissement légal des titres de noblesse, et, après m'être convaincu du contraire, j'ai écrit les lignes qu'on va lire.

LES PRINCIPES DE 1789

ET

LES TITRES DE NOBLESSE

Patere legem quam ipse fecisti.

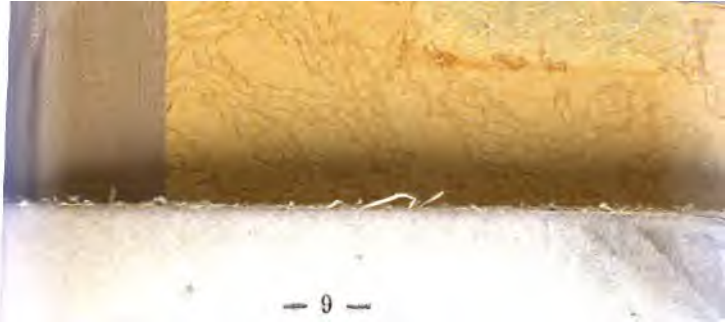
I.

Dieu, en donnant aux hommes des facultés, des aptitudes et des tempéraments divers, a déposé au sein de l'humanité un germe d'inégalité ; mais cela s'entend des rapports d'individu à individu, et non de l'organisation sociale. Il ne pouvait entrer dans les desseins de la Providence que certaines familles tinssent éternellement en

tutelle certaines autres ; autrement il faudrait douter de la justice divine.

Les richesses loyalement acquises, les récompenses accordées aux grands services rendus, les applaudissements prodigués aux œuvres d'élite, n'ont jamais soulevé la moindre réclamation ; tandis que, de tout temps, les malédictions des hommes se sont élevées contre les privilèges et les distinctions injustes.

Il y a toujours eu et il y aura toujours une noblesse légitime, celle qui règne, non par droit de naissance, mais par droit de génie, de courage, de dévouement, de travail et de probité ; c'est l'aristocratie de l'intelligence et de la vertu, la seule devant laquelle quiconque a la conscience de sa dignité, doit s'incliner avec respect. Est-il une famille au monde dont l'illustration approche de celle qui s'attache aux noms des Cor-



neille et des Vincent-de-Paul ? Les descendants des hommes illustres n'ont pas besoin de titres pour se rappeler leur glorieuse origine.

Quant à la noblesse telle que l'entend la vanité humaine, celle dont jouissent par les hasards de la naissance certaines portions de citoyens qui, autrement, n'y auraient aucun droit, il faut reconnaître qu'elle a existé chez presque tous les peuples de l'antiquité, comme une foule d'abus qu'on n'a extirpés qu'à la longue, et après des efforts désespérés. Entre la noblesse des anciens, que j'appellerai volontiers la noblesse classique, et la noblesse féodale, il y a néanmoins de notables différences, entièrement à l'avantage de la première. Celle-ci, en effet, a été réellement le résultat des belles actions et des services civils ou militaires ; celle-là est née de la force brutale. L'une était surtout morale, et avait dans son éclat

une simplicité grandiose ; l'autre, pour masquer les vices de son origine, s'est affublée de titres pompeux, a parqué les hommes comme des troupeaux en en faisant des serfs, et son histoire est le martyrologe des peuples.



II.

La noblesse, en France, telle qu'elle nous apparaît par ses débris, date de la conquête; elle a pour berceau l'établissement des fiefs, et la division du peuple français en ordres séparés est sortie des ténèbres de la féodalité. Cette noblesse, dans le principe, n'était pas héréditaire; elle le devint en vertu du fatal traité de Kiersy-sur-Oise, par lequel Charles-le-Chauve fut contraint d'abandonner à ses grands dignitaires le droit

de transmettre à leurs descendants le titre et la part d'autorité royale dont ils étaient investis. Quand, plus tard, la royauté, avec l'aide des communes, eut démembré à son profit cette puissante aristocratie féodale qu'elle avait eue si longtemps pour rivale, elle la dédommagea de sa défaite par des honneurs et des privilèges sous le poids desquels le peuple a été écrasé pendant plus de six cents ans, et s'en fit un rempart qui devait s'écrouler avec elle.

Les roturiers, les vaincus, comme l'indiqué leur nom, cherchèrent alors, par tous les moyens possibles, à jouir des immunités concédées à cette noblesse, et, par l'usurpation, par l'obtention gratuite ou l'achat de titres, ils grossirent ses rangs dans d'effrayantes proportions. Aussi, peut-on dire qu'elle fut rarement la récompense du mérite. Son souvenir, qu'on cherche vaine-

ment à entourer d'une nouvelle auréole, rappelle bien plus des temps de désordres, d'âpres convoitises et d'oppression, que des époques de gloire ou de désintéressement sans lequel il n'y a point de véritable gloire.

Le prêtre, disait-on jadis, doit ses prières ; le noble son sang ; le roturier son argent. Laissons-là ces subtilités captieuses et mensongères. Je n'ai pas à m'occuper ici du clergé qui, en principe, ne devrait reconnaître aucune distinction sociale, s'il interprétait sainement les doctrines du divin Maître ; mais bien de nos pères, les roturiers, qui donnaient à la fois et leur sang et leur argent. Pour un grand seigneur mortellement frappé et dont les prouesses étaient chantées sur toutes les gammes, que d'hommes des communes sont tombés obscurément dans nos guerres nationales ! Ils ont été arrosés du sang fécond de ces

grands oubliés, tous nos champs de bataille, depuis Châlons et Poitiers, jusqu'à Fontenoi et Jemmapes. Rendons justice aujourd'hui à ces déshérités de la gloire. Si la noblesse française revendique avec orgueil l'illustration de ses ancêtres, ne laissons pas amoindrir celle de nos pères. Ils ne furent pas seulement grands dans les arts, dans les lettres, dans les sciences, dans toutes les professions auxquelles est due la civilisation de l'humanité; ils le furent aussi dans les armes, d'autant plus méritants que leur courage et leurs actions d'éclat n'avaient point pour mobile des honneurs réservés à une seule caste, et qu'ils couraient à la mort, sans espoir d'autre récompense que la satisfaction du devoir accompli. Deux plébéiens seulement figurent dans l'interminable liste des maréchaux du règne de Louis XIV, et encore furent-ils toujours



l'objet d'un certain dédain. Sous le règne de Louis XVI, à la veille même de la Révolution, en 1784, je crois, une ordonnance, demeurée célèbre, interdit le grade d'officier à quiconque ne pourrait prouver je ne sais combien de quartiers de noblesse. Tout concourait à justifier le grand mouvement régénérateur qui, par la grâce de Dieu, allait bientôt éclater. Quand la Providence brisa enfin cette longue tyrannie de la royauté, des parlements, du clergé et de la noblesse, sous laquelle la nation gémissait depuis tant de siècles, un immense cri d'enthousiasme s'éleva de toutes parts. Les privilégiés eux-mêmes, ou du moins les plus éminents d'entre eux, comme illuminés d'un rayon divin, offrirent eux-mêmes tous leurs titres en holocaustes, et la plus illustre assemblée qui eût encore paru dans le monde, l'Assemblée nationale de 1789,

effaçâ d'un trait de plume ces dernières traces de l'asservissement et de la conquête.

Non ! on ne saurait désespérer d'un pays qui a vu de telles choses. Français, que notre reconnaissance éternelle remonte à ces purs et héroïques apôtres de la liberté, et n'oublions jamais ces jours de grandeur, de désintéressement et d'espérance.



III.

En combattant le projet de loi dont l'adoption aurait pour effet de reconstituer légalement les titres de noblesse, nous nous sentons très-fort puisque nous avons l'intention de nous appuyer uniquement sur une autorité dont, à coup sûr, on ne dénierait pas la compétence, et sur la constitution impériale, qui n'est pas une lettre morte, et qui déclare maintenir, confirmer et garantir les principes de 1789.

Quels sont ces principes? Évidemment ceux qui ont présidé à tous les actes de l'Assemblée constituante; ceux dont la déclaration des droits de l'homme et la constitution de 1791 sont la plus frappante expression. Le principe de l'abolition légale des titres de noblesse résulte clairement des articles constitutionnels votés dans la nuit du 4 août 1789 et du décret rendu dans la séance du samedi soir 19 juin 1790.

Il nous semble piquant de mettre aujourd'hui sous les yeux des lecteurs un extrait de cette fameuse séance, et de leur faire connaître, ainsi, l'opinion de quelques-uns des membres de la haute noblesse sur le décret qui allait leur enlever des distinctions devenues purement honorifiques.

M. LAMBEL, député de *Villefranche-de-Rouergue* : « C'est aujourd'hui le tombeau de la vanité. « Je demande qu'il soit fait défense à toutes

« personnes de prendre les qualités de comte, baron, marquis, etc.

M. CHARLES DE LAMETH : « J'appuie la première
« proposition du préopinant ; les titres qu'il vous
« invite à détruire blessent l'égalité qui forme la
« base de notre constitution ; ils dérivent du
« régime féodal que vous avez anéanti ; ils ne sauraient donc subsister sans une absurde incohérence : il doit être défendu à tous les citoyens
« de prendre, dans leurs actes, les titres de pair, duc, comte, marquis, etc. J'appuie également
« la seconde proposition ; la noblesse héréditaire choque la raison et blesse la véritable liberté, il n'est point d'égalité politique, il n'est point d'émulation pour la vertu là où des citoyens ont
« une autre dignité que celle qui est attachée aux fonctions qui leur sont confiées, une autre gloire que celle qu'ils doivent à leurs actions.

« Il doit donc être également défendu de prendre,
« dans les actes, le titre de noble. Quant à ceux qui,
« dans le langage ou dans les lettres, affecteraient
« de conserver encore ces distinctions puériles,
« l'opinion les en punira en les notant parmi ceux
« qui méconnaissent notre heureuse révolution.

M. DE LAFAYETTE : « Cette motion est tellement
« nécessaire, que je ne crois pas qu'elle ait besoin
« d'être appuyée ; mais si elle en a besoin, j'an-
« nonce que je m'y joins de tout mon cœur.

M. DE FOUCAULT combat cette motion : « Com-
« ment, dit-il, récompenser quelqu'un dont le nom
« peu connu obtint des lettres en ces termes :
« Un tel, fait noble pour avoir sauvé l'État à telle
« heure.... »

M. DE LAFAYETTE : « Au lieu de dire : « A été
« fait noble, » on dira : « A sauvé l'État à telle
« heure. »

M. GOUPILOU DE PRÉFELN : « Qu'il me soit permis
« de dire que j'étais depuis longtemps tellement
« pénétré de toutes ces idées, que j'avais tracé
« d'avance des articles qui comprennent les divers
« objets qui vous occupent. Je vous demande per-
« mission, Messieurs, de vous en faire la lecture :
« Les titres de duc et pair, comte, vicomte, baron,
« marquis, chevalier, et tout autre titre attaché
« aux terres ci-devant féodales et seigneuriales,
« sont abolis et ne pourront jamais être rétablis. —
« Tous titres héréditaires sont abolis, et toutes
« les lois qui ont pour objet les distinctions héré-
« ditaires sont abrogées. — Ceux qui, contrevenant
« aux dispositions ci-dessus énoncées, prendront,
« en quelque acte public ou privé, des titres abo-
« lis, seront condamnés à 1,000 livres d'amende
« et seront rayés pendant un an de la liste des
« citoyens actifs. — Toute loi, ordonnance, titre,

« règlement, charte de fondation, en un mot,
« toutes dispositions suivant lesquelles des asso-
« ciations et congrégations qui étaient réservées
« à certaines personnes et à certains titres, sont
« abolis. — Toutes qualifications de nos sei-
« gneurs et messeigneurs sont abolies, sauf l'ex-
« ception qui sera déterminée ci-après... Le titre
« de Monseigneur ne pourra être donné à per-
« sonne, de quelque état ou de quelque rang
« qu'elle soit, sauf l'exception des princes du
« sang. »

M. DE LAFAYETTE. « Je demande à faire une ob-
« servation sur cette exception. Dans un pays
« libre il n'y a que des citoyens et des officiers pu-
« blics. Je sais qu'il faut une grande énergie à la
« magistrature héréditaire du roi. Mais pourquoi
« vouloir donner le titre de prince à des hommes
« qui ne sont à mes yeux que des citoyens actifs,

« lorsqu'ils se trouvent avoir les conditions pres-
« crites à cet égard. »

M. DE NOAILLES. « Anéantissons ces vains titres,
« enfants frivoles de l'orgueil et de la vanité. Ne
« reconnaissons de distinctions que celles des
« vertus. Dit-on le marquis Franklin, le comte
« Washington, le baron Fox? On dit Benjamin
« Franklin, Fox, Washington. Ces noms n'ont
« pas besoin de qualification pour qu'on les re-
« tienne; on ne les prononce jamais sans admira-
« tion. J'appuie donc de toutes mes forces les
« diverses propositions qui ont été faites. Je de-
« mande en outre que désormais l'encens soit
« réservé à la Divinité. Je supplierai aussi l'as-
« semblée d'arrêter ses regards sur une classe de
« citoyens jusqu'à présent avilie, et je demanderai
« qu'à l'avenir on ne porte plus de livrée. »

M DE SAINT-FARCEAU. « Je ne viens pas ici faire

« l'hommage des titres de comte et de marquis ;
« je n'ai jamais pris ces noms, quoique j'aie pos-
« sédé quelques ci-devants comtés et marquisats.
« Au moment où l'on vous demande des articles
« qui soient le complément de votre constitution,
« je crois qu'il est bon d'ordonner que chaque
« citoyen ne pourra porter d'autre nom que celui
« de sa famille, et non point celui d'une terre. Je
« vous demande la permission de signer ma mo-
« tion Louis-Michel Lepelletier. »

Avouons que nous sommes loin de ces grands
hommes. Chose singulière ! ce fut un homme
sorti des derniers rangs de la société qui se char-
gea de défendre les titres de noblesse. Qu'ai-je
besoin de nommer l'abbé Maury ?

M. de Montmorency répondit en ces termes :
« Je ne sais, Messieurs, si c'est le talent très-
« remarquable du préopinant, ou mon infériorité,

« que je sens mieux que tout autre, qui m'em-
« pêche de songer à le réfuter. Mais il me semble
« que j'ai un motif aussi vrai, plus étendu et plus
« déterminant dans mon profond respect pour
« l'Assemblée nationale, pour cette déclaration
« des droits qui l'a tant honorée, et qui, malgré
« toute l'éloquence de M. l'abbé Maury, efface de
« notre code constitutionnel toute institution de
« noblesse; c'est l'ardeur avec laquelle je m'asso-
« cierai toujours à ces grands et éternels principes
« qu'elle n'a cessé de professer, de consacrer et
« de propager par ses exemples et par ses dé-
« crets. Je me bornerai donc à une chose plus
« simple et plus utile que de réfuter M. l'abbé
« Maury. Je lui fournirai, au contraire, une nou-
« velle proposition à réfuter. Je ne suis pas bien
« sûr qu'elle ait échappé à la justice des préo-
« pinants; car lorsqu'un pareil sujet a été traité

« pendant quelques instants dans une assemblée
« telle que l'Assemblée nationale, celui qui a souffert
« le malheur d'y être arrivé quelques minutes
« trop tard, doit craindre de trouver le champ
« complètement moissonné. Si la vaine ostenta-
« tion des livrées a excité le zèle d'un des préo-
« pinants, je demande que, dans ce jour de
« l'anéantissement général des distinctions anti-
« sociales qui, quelque vaines, quelque puériles,
« qu'elles puissent être, contrarient vos principes,
« l'Assemblée n'épargne pas une des marques qui
« rappellent le plus le système féodal et l'esprit
« chevaleresque; que toutes les armes et armoi-
« ries soient abolies; que tous les Français ne
« portent plus désormais que les mêmes ensei-
« gnes, celles de la liberté, lesquelles seront
« désormais fondues avec celles de la France. »

M. CHAPELIER : « Je vais vous proposer, sur la

seconde motion, un décret de rédaction qui me paraît renfermer toutes les propositions qui ont été faites.

« L'Assemblée nationale, considérant que la noblesse héréditaire, née de la féodalité, ne peut subsister dans un État libre, dont la constitution est fondée sur l'égalité des droits, décrète que la noblesse héréditaire est pour toujours abolie en France; qu'en conséquence, les titres de marquis, comte, prince, vicomte, duc, vicomte, baron, chevalier, messire, écuyer, noble, et tous autres titres semblables, ne seront pris par qui que ce soit, ni donnés à personne; que tous les citoyens ne pourront prendre que le vrai nom de leur famille et leur nom patronymique; que personne ne pourra porter ni faire porter de livrée, ni avoir d'armoiries; que l'encens ne sera brûlé dans les temples qu'en l'hon-

« neur de la Divinité, et ne sera offert à qui qu
« ce soit; que les titres de monseigneur et mes
« seigneurs ne seront donnés à aucun individu
« ni à aucun corps. »

M. LANJUINAIS : « Il est nécessaire d'ajouter au
« projet de décret la prohibition des titres d'al-
« tesse, de grandeur, d'excellence et d'éminence. »

Ces propositions furent adoptées par l'Assemblée et aussitôt converties en décret, aux applaudissements de toute la France. A partir de ce glorieux jour, les noms patronymiques remplacèrent au *Moniteur* les noms de terre portés par la plupart des nobles de l'Assemblée; le comte de Mirabeau ne fut plus que Riquetti l'aîné; le comte de Montlosier reprit son nom de famille, Raynaud; l'abbé de Barmont devint l'abbé Perrotin, etc. Au reste, le généreux désintéressement de quelques membres de la noblesse fut loin



être partagé. La plupart des nobles, et surtout les faux nobles, entrèrent dans une extrême irritation ; ils jurèrent une haine sans fin à la Révolution, et l'émigration, qui fut une des causes fatales de la terreur future, commença dès lors à devenir générale dans l'aristocratie. La noblesse française passa à l'ennemi ; elle alla prêcher dans toutes les cours de l'Europe cette vaste croisade qui devait aboutir aux désastres de 1814 et aux traités de 1815.



IV.

Les résistances que rencontra le décret de proscription des titres de noblesse, obligèrent l'Assemblée de le protéger par une sanction pénale contenue dans l'article 1^{er} de la loi du 27 septembre 1791, ainsi conçu : « Tout citoyen qui, dans tous actes quelconques, prendra quelques-unes des qualifications ou des titres supprimés, sera condamné à une amende égale à six fois la valeur de sa contribution, rayé du tableau civique et

déclaré incapable d'occuper aucun emploi civil ou militaire. »

La noblesse cessa donc d'exister, en France, jusqu'en 1806, époque à laquelle l'empereur Napoléon crut devoir en créer une nouvelle, sans, pour cela, rétablir l'ancienne. Je n'ai pas à critiquer ici cette institution, non plus que la réorganisation des majorats, qui sont formellement contraires à cette égalité civile dont nous sommes si justement fiers; je ferai seulement remarquer, en passant, que l'Empereur, en cherchant, par des mesures empruntées aux temps passés, à récompenser de grands services rendus, et à entourer d'une splendeur étrangère son trône qui rayonnait bien assez par lui-même, se ménagea ainsi une foule d'ingratitude qui ne tardèrent pas à se produire honteusement le jour où il fut abandonné par la fortune. Les hommes qu'il avait le

plus gorgés de dignités et de richesses, se fatiguèrent bientôt de le suivre dans sa course désespérée à travers le monde, dès qu'ils eurent atteint le *summum* des félicités matérielles de la vie. Ces grands seigneurs un peu modernes, comme disait Chénier, aspirèrent au repos et à la paisible jouissance des biens et des honneurs immenses dont ils étaient comblés. Aussi, à quelques honorables exceptions près, ne furent-ils pas les derniers à se prosterner devant la vieille monarchie restaurée, qui, en échange de leur empressement très-intéressé, les maintint dans la possession de leurs titres et de leurs majorats.

Il est donc à croire qu'il eût mieux valu, pour l'Empereur, se borner à l'institution de la Légion d'honneur, fondée par la loi du 29 floréal an X, qui, ne conférant pas une dignité héréditaire et récompensant spécialement des services

rendus, ou des œuvres d'élite, est bien plus de nature à exciter une juste émulation que des titres nobiliaires dont une foule de sots et d'incapables peuvent être investis par les hasards de la génération.

Quoi qu'il en soit, Napoléon voulut défendre la nouvelle noblesse contre les usurpations qui avaient tant élargi les cadres de l'ancienne ; et l'on introduisit, dans l'art. 259 du Code pénal de 1810, ce petit paragraphe, qui en dit beaucoup plus qu'il n'est gros, et qui, sans en avoir l'air, est tout simplement l'anéantissement complet du principe d'égalité civile : « Toute personne qui se sera attribué des titres impériaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. »

Le gouvernement de la restauration, fidèle aux principes de son origine, rétablit les titres

anciens, sans proscrire les nouveaux. Il conserve la disposition pénale de l'art. 259, en remplaçant seulement ces mots : titres impériaux, par ceux-ci : titres royaux.

Nous n'avons pas à nous occuper des anciennes lois pénales qui, avant la révolution, atteignaient ceux qui se rendaient coupables d'usurpation de titres ; disons, cependant, qu'alors elles avaient au moins leur importance, même et surtout dans l'intérêt des classes non nobles. La noblesse concédait, en effet, à cette époque, une foule d'immunités, entre autres ces exemptions criantes dans la répartition des impôts. Tout roturier entrant dans l'ordre privilégié, mettait donc à la charge de ceux qui restaient dans la roture, sa part de contribution, dont il allait être exonéré. Aussi, les réclamations venaient-elles de ces derniers eux-mêmes, bien plus que des nobles ; et, à chaque



session des États-Généraux, nous voyons les cahiers du Tiers-État s'élever hautement contre l'abus et l'usurpation des titres de noblesse, et en demander la sévère répression.

Sous un gouvernement issu d'une révolution populaire, la disposition de l'art. 259 du Code pénal, qui punissait le fait de s'être attribué des titres royaux non légalement concédés, ne pouvait subsister; le législateur de 1832 l'abrogea avec raison, et permit ainsi à chacun de s'affubler, suivant sa vanité, de tel ou tel titre. La constitution de 1848 s'inspirant plus franchement encore des immortels principes de 1789, abolit à toujours tout titre héréditaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste.

Un décret du Président de la république ayant, après le coup d'État, abrogé le décret du gouver-

nement provisoire qui proscrivait les titres de noblesse, nous sommes aujourd'hui, à cet égard, sous l'empire du droit de liberté illimitée qui a été la conséquence naturelle de la loi du 28 avril 1832. Aussi avons-nous vu depuis cette époque une véritable avalanche de nobles déborder de tous côtés; la quatrième page des journaux a été inondée de leurs noms, offerts comme appât à la cupidité des naïfs souscripteurs, et une foule de libéraux du temps de Louis-Philippe, ont apparu tout à coup à nos yeux émerveillés avec des titres qu'on ne leur soupçonnait pas.

Est-il juste, est-il nécessaire, cependant, de rétablir présentement une barrière légale entre la noblesse et la roture? Nous ne le croyons pas, dans l'intérêt du gouvernement actuel qui s'éloignerait ainsi des principes sur lesquels il a déclaré s'appuyer; dans l'intérêt des classes nobles


qui n'ont rien à y gagner; et dans l'intérêt des roturiers dont l'esprit serait inévitablement et bien inutilement froissé.

Si toutes les mesures adoptées sous le gouvernement du roi Louis-Philippe eussent été aussi libérales, aussi larges que celle qui abolit légalement les titres de noblesse, la dynastie d'Orléans n'aurait pas été renversée et ne subirait pas, à cette heure, l'amertume de l'exil.



V.

A certaines époques de notre histoire, la noblesse, considérée au point de vue du Gouvernement, a eu certainement son incontestable utilité. Une fois la féodalité vaincue, il est évident que les descendants d'un souverain reconnu roi par quelques barons réunis à Noyon, s'appuyèrent nécessairement sur les fils de ceux à qui leur maison devait son élévation au trône. Entre la noblesse et la royauté il y eut alors une sorte de contrat



synallagmatique. En échange de la dignité royale, la monarchie, dite légitime, reconnut et assura à ses grands et petits vassaux, des privilèges inouïs que la main seule du peuple fut assez puissante pour anéantir un jour. Alors, il était naturel qu'un monarque, que l'on comparait volontiers au soleil, eût de nombreux satellites gravitant autour de lui. Il lui fallait, pour la splendeur de sa cour, des ducs et pairs, des comtes, des vicomtes et des marquis à foison ; et, au-dessous, loin, bien loin, pour faire ombre au tableau, un peuple, taillable et corvéable à merci, auquel on songeait bien de temps en temps, entre deux fêtes, quand on avait besoin d'argent. Lui seul en donnait. Et pourtant, du plus grand siècle de cette monarchie, qui s'entourait de sa noblesse comme du plus sûr garant de son lustre à venir, que restera-t-il dans un millier d'années ?

quelques grands noms plébéiens, Molière, Racine, Pascal, Corneille, qui rayonneront dans la postérité comme des astres impérissables.

Mais si une aristocratie nobiliaire, puissante, reconnue et inabordable au commun des martyrs, est la compagne indispensable de la royauté, telle qu'elle existait jadis, il n'en est pas de même sous une monarchie dont l'origine est diamétralement contraire et sort des entrailles mêmes du peuple. Quand on est la démocratie couronnée, on n'a pas besoin de chercher ailleurs son prestige et son appui.

Lorsque la cause de Napoléon eut été jugée perdue par tous les hauts feudataires du premier empire, ce fut dans les classes purement plébéiennes que la pensée impériale conserva sa vitalité ; ce fut là que l'enthousiasme ne s'éteignit pas au souffle des plus incroyables revers ; ce fut là que l'Empe-

reur trouva sa force et son encouragement, quand il tenta de reprendre son trône au destin. Étaient-ils nobles, tous ces grands paysans, ces ouvriers des villes et des campagnes, qui se sont levés, en 1814, pour défendre pied à pied, et si glorieusement, le sol de la patrie foulé par les armées étrangères, à la suite desquelles l'ancienne noblesse rentrait en France, avec ses préjugés, ses rancunes et ses haines?

Pourquoi donc rétablir cette noblesse à laquelle l'Empire ne doit rien, absolument rien? Où est la nécessité d'en créer une nouvelle? s'il est vrai qu'on y songe. Pourquoi tracer, entre les citoyens d'une nation habituée à l'égalité civile, une ligne de démarcation profonde et sanctionnée par la loi? Pourquoi même froisser, dans leurs manies nobiliaires, tous ces prétendants à la noblesse dont les titres d'emprunt font virtuellement des

auxiliaires intéressés du système monarchique?

Qu'importent, d'ailleurs, ces puérités à un gouvernement qui, par ses principes fondamentaux, repousse toute espèce de distinction de caste. M. Delangle a commis une erreur lorsque, dans son rapport présenté au Sénat, le 28 février 1855, il a dit que la noblesse est consacrée par la constitution elle-même. Dans aucun article de la constitution, il n'est question de la noblesse. Et comment en serait-il autrement? puisque le premier article est ainsi conçu : « La constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français. » Or, je crois avoir indiqué, aussi clairement que possible, quels sont, quant à la noblesse et aux titres de noblesse, les principes posés par la glorieuse Assemblée de 1789.

VI.

Si, par aventure, le Corps législatif juge qu'il n'y a pas dérogation à ces principes en rétablissant légalement les titres de noblesse, nous aurons donc une noblesse constituée, c'est-à-dire une portion de citoyens jugée supérieure, de père en fils, au reste de la nation, mais sans privilèges, j'imagine ; car je ne puis penser qu'on songe à restaurer généralement les majorats, le droit d'aînesse et toutes autres immunités dont

elle jouissait jadis, ce qui serait une bien plus grave infraction aux principes sur lesquels repose la constitution impériale. Or, qu'est-ce qu'une noblesse sans privilèges? Pour répondre à cette question, et aussi pour m'appuyer sur une autorité dont la compétence en pareille matière ne saurait être récusée par personne, je n'ai qu'à consulter les œuvres de l'empereur Napoléon III, et qu'à citer les passages suivants (1) :

« Combien de temps les hommes courront-ils après le reflet d'une chose qui a disparu? Voilà une question philosophique intéressante à examiner.

« Les astronomes nous apprennent qu'il y a des étoiles si éloignées de notre globe, que si elles s'anéantissaient subitement, nous les verrions encore pendant vingt ans.

(1) Tome II, page 51, chapitre intitulé les *Nobles*.

« Il en est de même de la noblesse : nous voyons encore sa lueur, quoiqu'elle ait disparu réellement depuis longtemps. Il n'y a plus, depuis 89, de principautés, de duchés, de comtés, de marquisats, de baronnies, et cependant nous avons des princes, des ducs, des comtes, des marquis et des barons.

« De tout temps, l'autorité, la richesse et un nom rappelant des souvenirs héroïques, ont joui d'une légitime influence, et le titre qui représentait ces diverses attributions, donnait naturellement à celui qui le portait une grande considération ; mais lorsque, avec le temps, l'autorité, les richesses, les souvenirs mêmes ont disparu, le titre à lui tout seul ne devait plus jouir d'aucun prestige, car il ne représentait plus rien.

« Ainsi, il y a quelques centaines d'années, les titres nobiliaires indiquaient une véritable

puissance et de véritables grades. Être duc de Bourgogne, de Bretagne ou de Normandie; être comte, baron ou chevalier banneret, c'était être roi au petit pied, c'était commander à des vassaux, c'était compter parmi les oppresseurs, au lieu de compter parmi les opprimés. Une telle position devait donc être enviée et honorée...

« Mais, peu à peu, le pouvoir royal centralisa dans ses mains toutes ces souverainetés éparses sur le sol français. La noblesse se corrompit. Au lieu de conserver son ancienne devise : *Noblesse oblige*, elle eut l'air de dire : *Noblesse exempte*, et dès lors commença sa décadence. La forme monarchique survécut, mais l'armée nobiliaire fut licenciée, détruite, et, cependant, le souverain s'est encore conservé le droit inoffensif de donner des grades dans cette armée imaginaire.

« Or, nous trouvons aussi illusoire de créer des ducs sans duchés que de nommer des colonels sans régiments. Car, si la noblesse avec privilège est opposée à nos idées, sans privilèges elle devient ridicule. Au quatorzième siècle, les écrivains, en parlant des généraux de l'antiquité, disaient le prince Annibal et le duc Scipion ; ils avaient raison, car, comme nous l'avons dit, les titres de prince et de duc indiquaient non-seulement une dignité, mais un grade ; or, aujourd'hui, si on en excepte la famille royale, les titres ne représentent plus rien.

« Et cependant, ajoute Napoléon III, comme le caractère humain est bizarre ! Si le ministère avait nommé M. Pasquier général *in partibus*, celui-ci se serait récrié ; il aurait prétendu qu'on voulait se moquer de lui en lui donnant un titre, emblème d'une autorité qu'il ne pouvait exercer ;

on le nomme duc, comme Annibal, comme Charles-le-Téméraire, et il est content ! Soit !

« En fait de politique, dit encore l'Empereur actuel, nous ne comprenons que les systèmes clairs et nets. Si le gouvernement veut reconstruire l'édifice que les rois et les peuples ont mis cinq cents ans à abattre, qu'il adopte les mesures les plus propres à amener ce résultat ; qu'il donne à tous ses nobles, en premier lieu, le baptême de la gloire, car, sans prestige, point de noblesse ; qu'il rétablisse le droit d'aînesse, et que l'aîné seul, comme en Angleterre, hérite du titre, car, sans cette disposition qui isole le chef de la famille et confond ses frères avec le reste du peuple, l'influence se divise et la noblesse se rapproche trop des plébéiens ; qu'il exécute tout cela, nous le combattons. Mais nous avouerons, néanmoins, qu'il est logique, et nous reconnaitrons que l'édi-

fi ce qu'il veut bâtir a un corps et une tête. Mais, faire, à la sourdine, quelques petits ducs, quelques petits comtes sans autorité et sans prestige, c'est froisser, sans but et sans résultat, les sentiments démocratiques de la majorité des Français ; c'est condamner des vieillards à jouer à la poupée.

« Quant à nous, dit Napoléon III en terminant ce chapitre sur la noblesse, nous voudrions, qu'au lieu de faire quelques nobles, le gouvernement prit la grande résolution d'en faire des milliers et des millions. Nous voudrions qu'il prit à tâche d'anoblir les trente-cinq millions de Français, en leur donnant l'instruction, la morale, l'aisance, biens qui, jusqu'ici, n'ont été l'apanage que d'un petit nombre, et qui devraient être l'apanage de tous. »

Il serait difficile de mieux dire. Ces sentiments

si éloquemment exprimés par l'impérial écrivain, sont les nôtres, comme ils sont aussi, nous en avons la conviction, ceux de l'immense majorité de nos lecteurs.

Il nous reste maintenant à examiner si, pour récompenser les grands services rendus à l'Etat, il est bien nécessaire de reconstituer légalement une noblesse héréditaire; ce sera la conclusion de cette brochure.

VII.

Nous ne sommes pas de ceux qui nient l'importance des titres de noblesse ; c'est précisément à cause de cette importance, déjà si exagérée, que nous trouvons dangereux un projet de loi qui tend à la fortifier et à l'accroître encore. Le seul remède à cette extrême influence est la prohibition radicale ou l'entière liberté de porter et de prendre des titres. Qu'on ouvre l'*Almanach impérial*, on verra que les plus hautes fonctions de l'État

et les plus rétribuées sont entre les mains de la noblesse. Sur trente-six ambassadeurs et ministres français près les puissances étrangères, il y a trente nobles (1). Que sera-ce quand une loi spéciale et formelle, sous quelque forme qu'elle se produise, aura fait une classe à part dans l'État?

C'est alors que nous verrons plus que jamais la sottise titrée avoir le pas sur le mérite en roture. Loin d'être un principe d'émulation, la noblesse légalement reconstituée serait destructive de toute émulation. Qu'importe à ce jeune gentilhomme d'être plus ou moins instruit, et pourquoi consacrerait-il des veilles laborieuses à l'étude de l'histoire ou du droit? quand il sait que son titre est le mot magique, le *sésame*, *ouvre-toi*, qui lui

(1) Consulter, à cet égard, le remarquable opuscule de M. Félix Germain, sur le rétablissement légal des titres de noblesse.

permet d'aspirer aux fonctions les plus enviées; quand il se rappelle qu'au bon temps jadis, ses ancêtres entraient à l'Académie à vingt-cinq ans, sans savoir mettre l'orthographe. Vous avez beau envelopper votre projet de loi de toutes les précautions imaginables, vous ne nous persuaderez pas qu'il est compatible avec l'égalité civile rigoureusement comprise.

Si encore le titre de noblesse était tout personnel à celui dont on veut récompenser le mérite, et n'était point transmissible, je passerais volontiers condamnation sur la pénalité dont se rendrait passible tout individu qui porterait un titre auquel il n'aurait pas droit. Il y aurait en effet justice à punir l'usurpation dans ce cas, comme on punit le port illégal de la Légion d'honneur. Mais qui anoblissez-vous surtout, par la concession de titres héréditaires ? le grand

citoyen qui a bien mérité de la patrie? non, mais ses descendants qui seront peut-être des gens fort ineptes, fort ignorants, et qui sait? fort peu honorables. Car c'est un principe reconnu, en droit héraldique, qu'on est d'autant plus noble qu'on s'éloigne de l'arbre générateur de la noblesse. Supposons Turenne sorti des rangs populaires et anobli pour les grandes actions d'éclat qui l'ont immortalisé, il sera de bien courte noblesse, tandis que ses descendants, à la quinzième ou seizième génération, fort médiocres, je le suppose, se considéreront comme beaucoup plus nobles que le seul illustre de leurs ancêtres. Et comme il fallait avoir seize quartiers de noblesse pour monter dans les carrosses du roi, il eussent pu jouir, à leur aise, de cet insigne privilège dont eût été privé Turenne. Si encore les neveux de tel citoyen, fait duc pour avoir sauvé la patrie, étaient

de taille à rendre d'incontestables services au pays, passe encore ; mais cela arrive trop rarement. En prenant pour point de départ un grand seigneur qui a vaillamment conquis ses titres, on arrive, de descendance en descendance, à un sot, infatué de sa noblesse, due au hasard de la naissance, et qui dit en parlant de Dieu : « Le gentilhomme d'en haut. »

Les fils d'un grand homme doivent légitimement s'enorgueillir des distinctions concédées à leur père, mais il est souverainement injuste, en droit, qu'ils soient investis de ces mêmes dignités qu'ils n'ont point eux-mêmes méritées. L'hérédité de la noblesse n'est pas plus équitable que l'hérédité de l'infamie. Ou bien, si la transmission héréditaire d'une noblesse légalement rétablie, vous semble d'une incontestable utilité, vous devez, par voie de conséquence, rendre également

héréditaire l'ordre de la Légion d'honneur, tout comme l'ordre de Cincinnatus.

Si vous croyez que l'adjonction de titres de noblesse couvre d'un plus grand lustre les noms des hommes qui se sont acquis la reconnaissance nationale, vous vous trompez étrangement. De tous ces grands généraux de la république et de l'empire qui ont triomphalement porté par toute l'Europe le drapeau de la France, ce ne sont pas les dignités nobiliaires qu'on a retenues, mais les simples noms patronymiques. Citez donc un titre plus glorieux que ces deux noms : Heché et Marceau. Il y a mieux, toutes ces distinctions multipliées amènent une confusion au sein de laquelle il n'est plus possible de se retrouver. Je connais Masséna et Augereau; j'ignore complètement les dignités aristocratiques dont ils ont été revêtus. Au milieu de tous ces titres baroques et

barbares, qui pour nous ne sont que ténèbres, leurs noms plébéiens resplendissent comme des phares lumineux. La postérité ne consacre pas ces embellissements des noms de famille, qui me font l'effet d'une dorure par le procédé Ruolz appliquée au diamant. Imaginez Homère, marquis, son immortalité y perdra peut-être ; à coup sûr elle serait moins majestueuse et moins digne. La simplicité est inséparable de la véritable grandeur.

Je dis d'ailleurs que la loi est impraticable ; elle ouvre un trop vaste champ à l'arbitraire, et elle est dangereuse pour le repos des familles. Les trois quarts de la noblesse française n'ont pas d'autre source que l'usurpation. Dans cet immense dédale comment distinguerez-vous le faux noble du vrai noble ? Eh ! qu'importe cette confusion ! Est-ce que l'ivraie qui pousse dans

les champs de blé empêche le froment d'être froment, quoiqu'il soit presque impossible d'arracher complètement l'ivraie ?

« Qui t'a fait comte ? » demandait Hugues-Capet à Aldebert de Périgord. « Qui t'a fait roi ? » répondit fièrement le vassal. Toute l'histoire de la noblesse est là.

En vain vous contenterez-vous, comme preuve de la légitimité des titres, d'une longue possession ; en pareille matière on ne prescrit point. S'il me prend fantaisie de me faire comte aujourd'hui, dans vingt ans, dans cinquante ans, si vous voulez, j'aurai ma longue possession, et dans deux cents ans mes descendants seront tout aussi nobles que s'ils descendaient en droite ligne de Jupiter Olympien. Il n'y a rien là qui blesse l'intérêt public ou l'intérêt privé ; et du moment où les titres sont tombés dans le domaine public, ils

ont l'immense avantage de ne point rompre l'égalité civile.

Que si, à l'aide de ces titres vrais ou faux, on commet des actes coupables, tels qu'abus de confiance ou escroquerie, vous avez dans l'art. 405 du Code pénal, des moyens de répression qui vous dispensent parfaitement du rétablissement intégral de l'ancien art. 259, revu et augmenté.

Ces usurpations de titres, ces prétentions nobiliaires, commencent par être bouffonnes, d'accord ; mais elles n'ont rien d'immoral. Par grâce, ne nous enlevez pas l'innocente liberté du ridicule. Que deviendrait la comédie ? Ces quasi-délits sont de la compétence de Molière. D'ailleurs, l'opinion publique suffit à faire justice de ces incommensurables vanités. De temps en temps, on les voit au tribunal recevoir de rudes atteintes et de larges soufflets. Telle dame de haute lignée

apprend un jour de la bouche d'un avocat, qu'elle a épousé le fils ou le petit-fils d'un épiciier-qui s'est fait duc ou comte par la grâce de Dieu. Cela amuse la galerie et ne cause de mal à personne.

Les gens de palais ont toujours été d'une indiscretion terrible. Qui ne se rappelle la fameuse querelle du Parlement de Paris et des ducs et pairs, sous la régence du duc d'Orléans, à propos d'une question de préséance? L'irritable Parlement, dans un mémoire présenté au Régent, porta des coups sanglants à l'orgueil démesuré de certaines familles patriciennes. Il y était dit « que la noblesse des plus fiers seigneurs de la cour était d'une nature équivoque ou d'une date récente ; que les ducs d'Uzès descendaient de Gérault Bastet, anobli en 1304 et fils de Jean Bastet, apothicaire de Viviers ; que les Neuville-Villeroi sortaient d'un marchand de poisson, contrôleur de la bouchée de

François 1^{er} ; que la nombreuse postérité de Larochefoucauld, Roussi, etc., tirait son origine d'un étalier-boucher nommé Georges Vert ; que la généalogie des ducs de Richelieu commençait à René Vignerot, domestique et joueur de luth chez le cardinal de Richelieu, dont il séduisit et épousa la sœur ; que le vrai nom des Luynes était Albert, nom d'un avocat de Moras, lequel eut trois fils, Luynes, Brantes et Cadenet, si pauvres tous trois, qu'ils ne possédaient qu'un manteau dont ils étaient obligés de se vêtir tour à tour (1). »

Ainsi, sans la vanité d'un étalier, d'un marchand de poisson et d'un joueur de luth, la France n'aurait pas le bonheur de compter au nombre de ses illustrations trois nobles familles dont les branches se sont multipliées à l'infini. Pourquoi donc

(1) *Mémoire pour le Parlement, contre les ducs et pairs*, cité par M. L. Blanc, *Histoire de la Révolution française*, t. I, p. 328.

chagriner aujourd'hui les roturiers qui cherchent à faire souche de nobles, et dont les descendants ne seraient peut-être pas dans l'avenir les moindres ornements de l'aristocratie française? Au moins ceux-ci auraient-ils la consolation, à défaut de qualités solides et sérieuses, de se croire d'une race supérieure à celle d'un pauvre écrivain qu'on appellerait Rousseau tout court, tandis qu'on les saluerait, eux, du titre de marquis ou de vicomte. Avouons qu'ils seraient satisfaits à bon marché.

Mais le point de vue auquel nous nous sommes placé pour combattre le projet de loi, nous paraît autrement sérieux et autrement digne d'attention ; nous y revenons donc en terminant. Nous avons démontré que ce projet est en contradiction formelle avec l'esprit d'une constitution qui est l'œuvre du chef de l'État, et à laquelle il n'entend

pas sans doute qu'aucune atteinte soit portée. Si le Corps législatif, ce qu'à Dieu ne plaise, croit devoir l'adopter, il appartiendra au Sénat, dont le *Moniteur* gourmandait naguère l'inaction, et qui est le gardien attitré de la constitution impériale, d'opposer son veto à la promulgation d'une loi essentiellement contraire aux grands principes fondamentaux sur lesquels repose cette constitution.

FIN.

